

PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL DE L'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

STRATÉGIE TERRITORIALE



RÉSULTAT DU SCÉNARIO DE LA CACPB



1. BÂTI ET HABITAT



Objectifs pour le secteur résidentiel à 2030



Repères :

- Environ 28 000 logements individuels et 9 500 logements collectifs sur le territoire
- 36 000 résidences principales dont 5 600 chauffées au fioul et 10 200 chauffées au gaz



Réduction 2015-2030	Consommation d'énergie	Émissions de gaz à effet de serre
Scénario CACPB	- 20 %	- 35 %
Objectifs réglementaires	- 20 % (SRCAE)	- 40 % (SNBC)

Situation initiale	835 GWh	105 000 tCO ₂ e
--------------------	---------	----------------------------

Axes d'action	Objectifs opérationnels pour 2030	Flux annuel moyen (entre 2020 et 2030)	Réduction en 2030 par rapport à 2015	
			Consommation d'énergie	Émissions de GES
Augmentation de la population	1 200 nouveaux logements	100	+ 58 GWh	+ 7000 tCO ₂ e
Utilisation de sources d'énergie décarbonées dans les logements	6 000 chauffages décarbonés (changement de chaudière ou passage au bio fioul ou au gaz vert)	500	0 GWh	- 16 000 tCO ₂ e
Économies d'énergie par les usages	14 000 foyers sobres (40 %)	1 200	- 73 GWh	- 9 000 tCO ₂ e
Rénovation énergétique des logements collectifs (label BBC rénovation)	2 400 logements collectifs rénovés	200	- 16 GWh	- 2 000 tCO ₂ e
Rénovation énergétique des logements individuels (label BBC rénovation)	9 000 logements individuels rénovés	800	- 134 GWh	- 16 000 tCO ₂ e
Situation 2030			672 GWh	68 500 tCO₂e

2. AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Objectifs pour le secteur agriculture et alimentation à 2030



Repère : 36 000 ha de surface agricole utile (SAU) en 2010

Réduction 2015 -2030	Consommations d'énergie	Émissions de gaz à effet de serre
Scénario CACPB	- 17 %	- 30 %
Objectifs réglementaires	- 5% (SRCAE)	- 19% (SNBC)

Axes d'actions	Objectifs opérationnels pour 2030	Situation initiale	47 GWh	56 500 tCO2e
		Flux annuel moyen (2020 → 2030)	Réduction en 2030 par rapport à 2015	
			Consommation d'énergie	Emissions de GES
Réduire les consommations d'énergie sur l'exploitation, les bâtiments et équipements agricoles	50 % des exploitations réduisent leur consommation d'énergie	13 exploitations	- 5 GWh	- 2 000 tCO2e
Diminuer l'utilisation des intrants de synthèse	50 % des grandes cultures	13 exploitations	0 GWh	- 5 100 tCO2e
Accroître la part de légumineuses en grande culture	60 % des surfaces de cultures sont en pratiques bas-carbone (capture d'azote et conservation des sols)	13 exploitations	0 GWh	-1 200 tCO2e
Développer les techniques culturales sans labour		10 exploitations	-3 GWh	- 4 600 tCO2e
Introduire davantage de cultures intermédiaires, cultures intercalaires et bandes enherbées		10 exploitations	0 GWh	- 1 800 tCO2e
Optimiser la gestion des prairies	40 % des surfaces	1 exploitation		- 500 t CO2e
Développer l'agroforesterie de faible densité (30 à 50 arbres/ha) et les haies pour la séquestration	12 ha de SAU sont en agroforesterie	1 000 ha	- GWh	-9 800 tCO2e
		Situation 2030 (hors séquestration)	39 GWh	39 700 tCO2e

3. MOBILITÉ

Objectifs pour le secteur mobilité à 2030



Réduction 2015 - 2030	Consommations d'énergie	Émissions de gaz à effet de serre
Scénario CACPB	- 47 %	- 48 %
Objectifs réglementaires	- 40% (SRCAE)	- 42% (SNBC)

Axes d'actions	Objectifs opérationnels pour 2030	Flux annuel moyen (2020 → 2030)	Réduction en 2030 par rapport à 2015	
			Consommation d'énergie	Emissions de GES
Diminution des besoins de déplacements	Baisse des besoins de déplacements de 20 %	- 1,65 %	- 56 GWh	- 14 000 tCO ₂ e
Développement des modes de déplacement doux (vélo, marche)	+ 4 points de part modale pour les modes de déplacement actifs	0,30 %	- 14 GWh	- 1 700 tCO ₂ e
Développement des transports en commun	+ 4 points de part modale pour les transports en commun	0,30 %	- 7 GWh	- 1 500 tCO ₂ e
Développement du covoiturage	2 personnes / voiture en moyenne	0,05	- 67 GWh	- 12 000 tCO ₂ e
Développement des véhicules à faibles émissions	50 % du parc de véhicules actuels renouvelés vers des véhicules à faible émissions et moindre consommation	4 %	- 9 GWh	- 17 000 tCO ₂ e
Éco-conduite	50 % des conducteurs pratiquent l'éco-conduite.	4 %	- 23 GWh	- 5 800 tCO ₂ e
Diminution des besoins de transports de marchandises	Baisse de 5 % des besoins en transport de marchandises et véhicules utilitaires	-0,40 %	- 17 GWh	- 4 500 tCO ₂ e
Développement des véhicules à faibles émissions	50 % du parc actuel renouvelés vers des véhicules à faibles émissions et moindre consommation	4%	- 34 GWh	- 21 000 tCO ₂ e
		Situation 2030	255 GWh	85 000 tCO₂e

4. ÉCONOMIE LOCALE, TOURISME ET DÉCHETS

Objectifs pour le secteur tertiaire à 2030



Repère : surface tertiaire du territoire estimée à 800 000 m²



Réduction 2015 - 2030	Consommations d'énergie	Émissions de gaz à effet de serre
Scénario CACPB	- 20 %	- 49 %
Objectifs réglementaires	- 29 % (SRCAE)	- 40 % (SNBC)

Situation initiale	161 GWh	16 600 tCO ₂ e
--------------------	---------	---------------------------

Axes d'actions	Objectifs opérationnels pour 2030	Flux annuel moyen (2020 → 2030)	Réduction en 2030 par rapport à 2015	
			Consommation d'énergie	Emissions de GES
Utilisation de sources de chauffage décarbonées	50 % des bâtiments tertiaires fioul / gaz utilisant des modes de chauffages décarbonés	14 000 m ²		- 3 700 tCO ₂ e
Économies d'énergie par les usages	50 % des bâtiments tertiaires sobres	32 500 m ²	- 8 GWh	- 1 100 tCO ₂ e
Rénovation énergétique des bâtiments tertiaires (label BBC rénovation)	50 % des bâtiments tertiaires rénovés	32 500 m ²	- 24 GWh	- 3 500 tCO ₂ e
Mutualisation des services et des usages	10 % des espaces tertiaires partagés et mutualisés	6 000 m ²	- 1 GWh	- 130 tCO ₂ e
Performance énergétique et extinction de l'éclairage public	46 % des points lumineux concernés	700	- 2 GWh	- 100 tCO ₂ e

Situation 2030	128 GWh	8 500 tCO ₂ e
----------------	---------	--------------------------

TRAJECTOIRE DE LA CA COULOMMIERS PAYS DE BRIE



- TRAJECTOIRE ÉNERGIE
- TRAJECTOIRE ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE
- TRAJECTOIRE PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES
- TRAJECTOIRE SÉQUESTRATION CARBONE
- TRAJECTOIRE ÉMISSIONS DE POLLUANTS ATMOSPHÉRIQUES

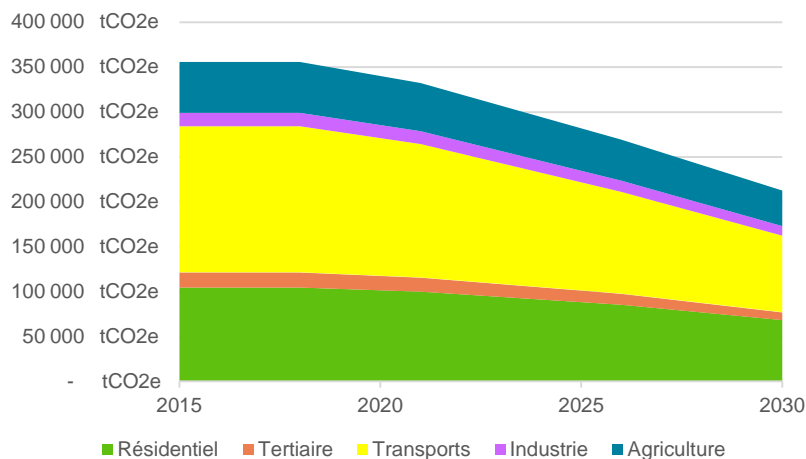
CES TRAJECTOIRES SONT LA TRADUCTION GRAPHIQUE DES CHOIX FAITS DURANT LES ATELIERS PAR LES ÉLUS.

Trajectoire de la CACPB

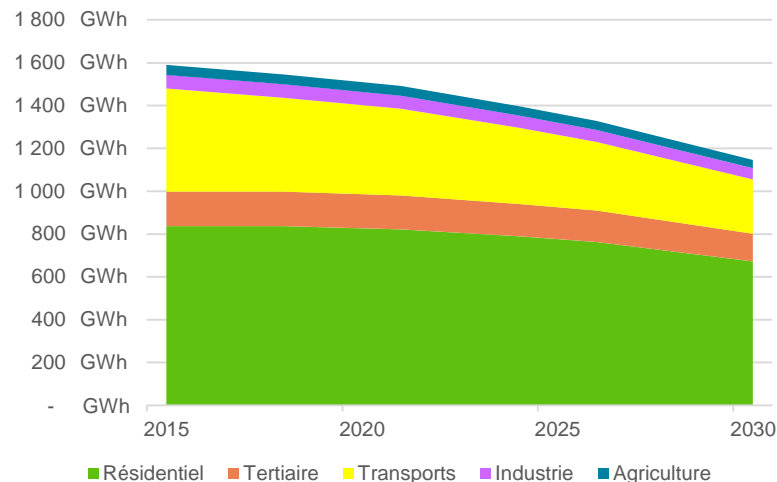
8

Scénario de la CACPB : trajectoires Énergie et GES

Émissions de gaz à effet de serre (scénario retenu)



Consommations d'énergie (scénario retenu)

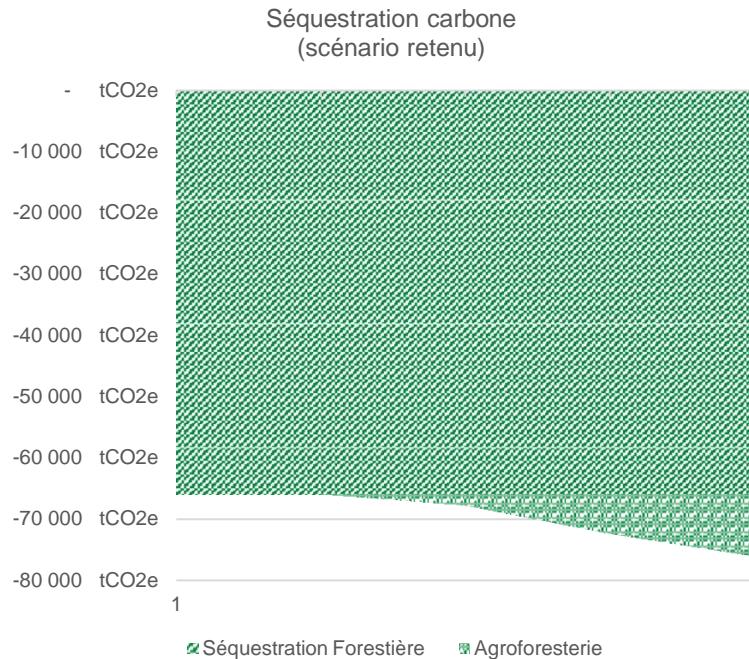


Secteur	% de variation annuelle	% 2018 – 2030
Agriculture	-2,9%	-30%
Résidentiel	-3,5%	-35%
Tertiaire	-5,4%	-49%
Transports	-5,3%	-48%
Industrie	-2,8%	-29%
Total	-4,20%	-40%

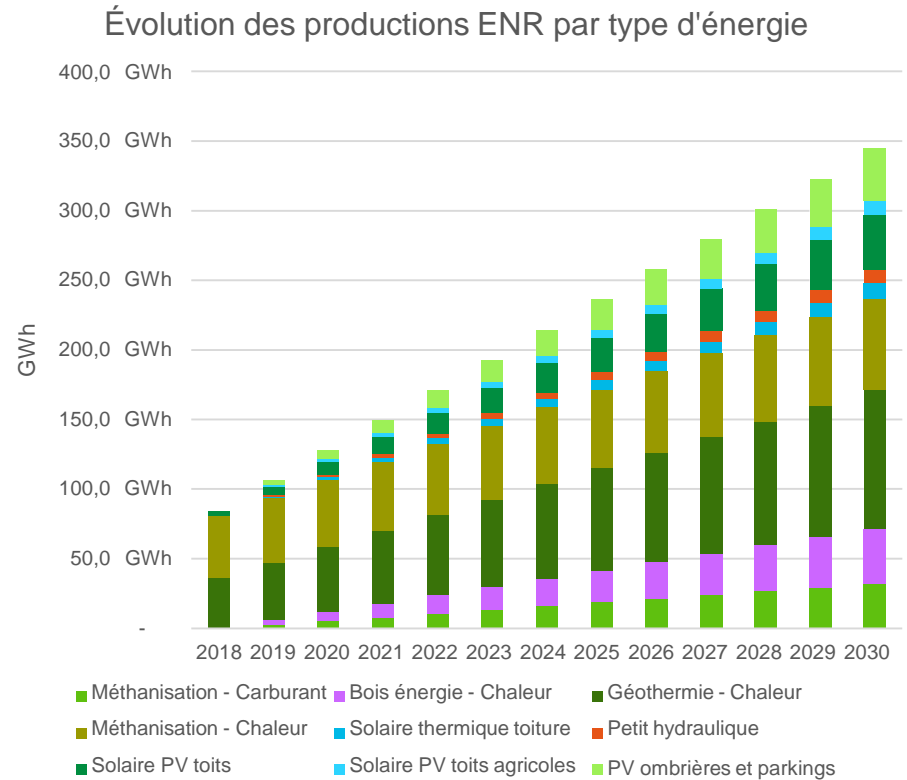
Secteur	% de variation annuelle	% 2018 – 2030
Agriculture	-2%	-17%
Résidentiel	-2%	-20%
Tertiaire	-2%	-20%
Transports	-5%	-47%
Industrie	-2%	-20%
Total	-3%	-28%

Trajectoire de la CACPB

Scénario de la CACPB : trajectoires Séquestration et énergies renouvelables



→ La séquestration carbone permet au territoire de séquestrer l'équivalent de 36 % des émissions de GES en 2030 (actuellement 19 %).

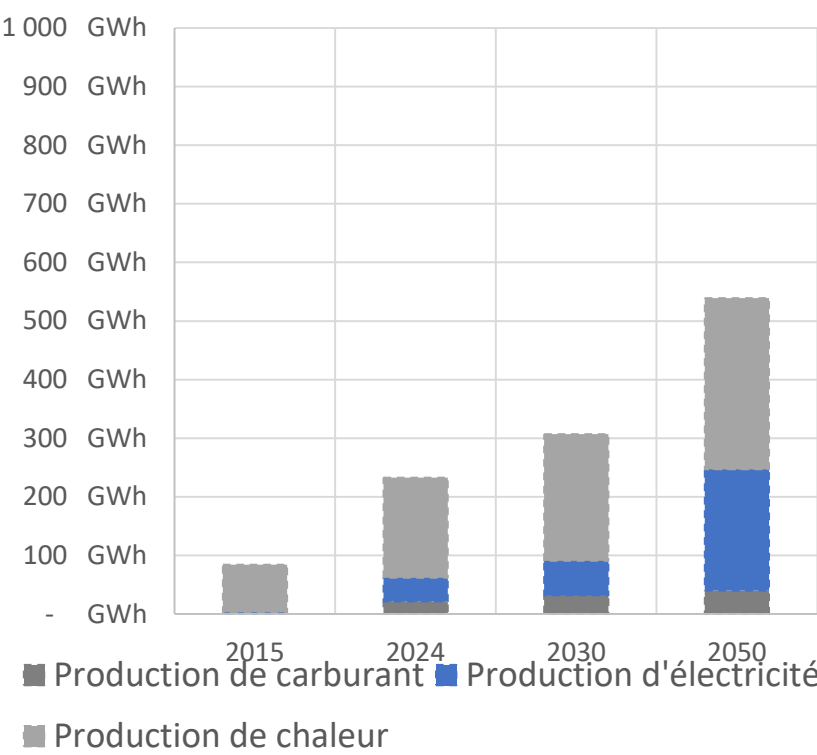


→ La production d'énergies renouvelables atteint 30 % de la consommation d'énergie en 2030 (actuellement 5 %).

Trajectoire de la CACPB

Scénario de la CACPB : potentiels nécessaires pour la production d'énergie renouvelable

Évolution des productions par vecteur énergétique



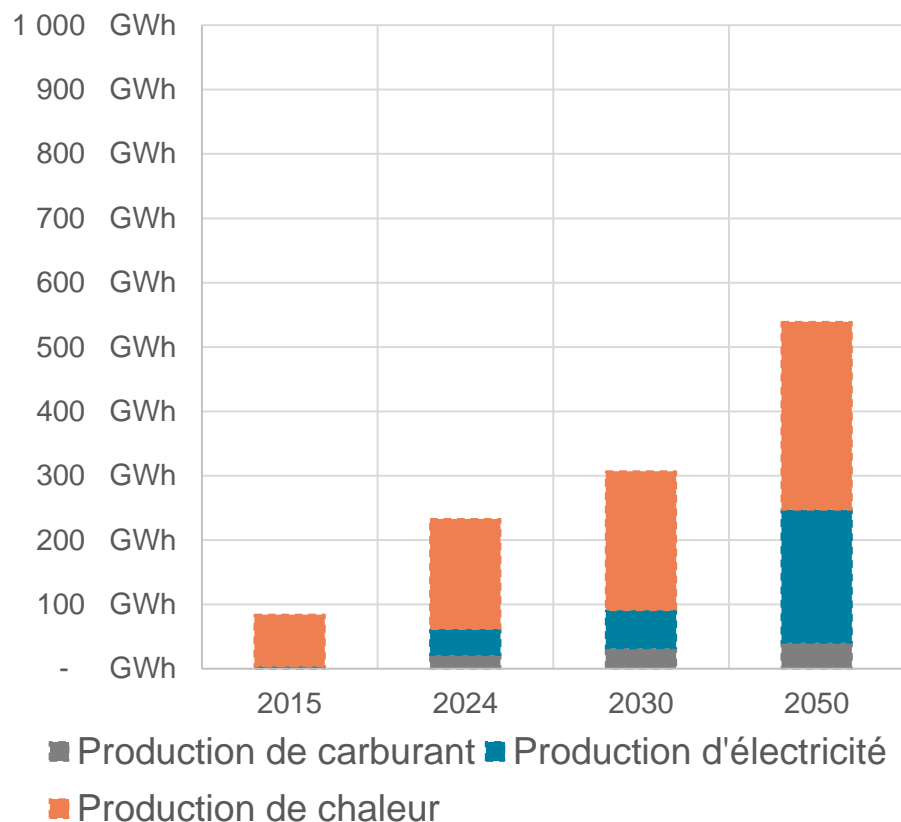
Exemple de répartition possible par filière de production

Production d'ENR	Filières de production	2030
ENR	Méthanisation - Carburant	32 GWh
ENR	Bois énergie - Chaleur	40 GWh
ENR	Géothermie - Chaleur	100 GWh
ENR	Méthanisation - Chaleur	65 GWh
ENR	Solaire thermique toiture	11,3 GWh
ENR	Éolien	-
ENR	Petit hydraulique	10,0 GWh
ENR	Solaire PV toits	39GWh
ENR	Solaire PV toits agricoles	10 GWh
ENR	Solaire PV ombrières de parking	37 GWh

Trajectoire de la CACPB

Scénario de la CACPB : potentiels nécessaires pour la production d'énergie renouvelable

Évolution des productions par vecteur énergétique

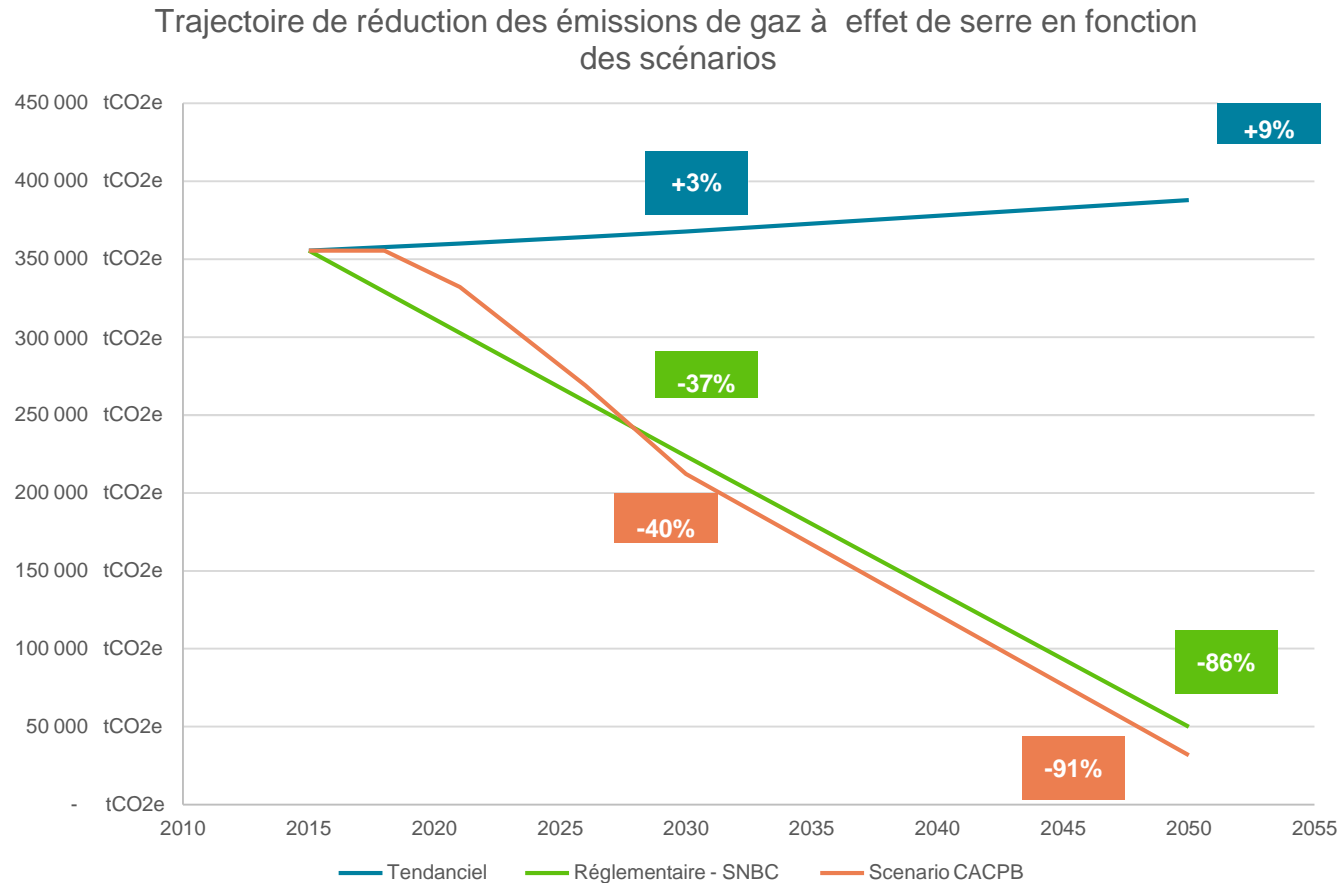


Exemple de répartition possible par filière de production

Production d'ENR	Filières de production	2030
ENR	Méthanisation - Carburant	32 GWh
ENR	Bois énergie - Chaleur	40 GWh
ENR	Géothermie - Chaleur	100 GWh
ENR	Méthanisation - Chaleur	65 GWh
ENR	Solaire thermique toiture	11,3 GWh
ENR	Éolien	-
ENR	Petit hydraulique	10,0 GWh
ENR	Solaire PV toits	39GWh
ENR	Solaire PV toits agricoles	10 GWh
ENR	Solaire PV ombrières de parking	37 GWh

Trajectoire de la CACPB

Émissions de gaz à effet de serre en fonction des scénarios à horizon 2050



ANNEXES : TRAJECTOIRES ÉNERGIE-CLIMAT



PCAET : un contexte national fort

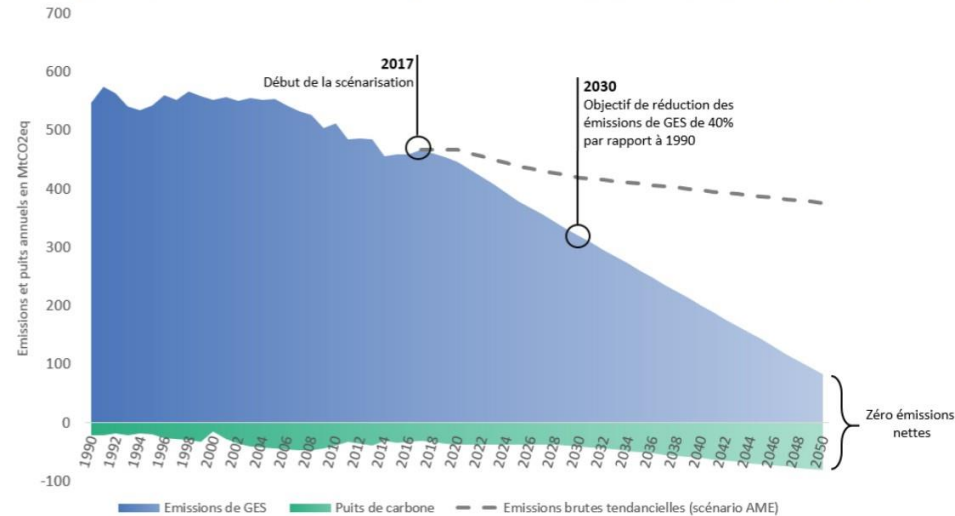
Une SNBC ambitieuse

« La Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) est la feuille de route de la France pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES). Elle concerne tous les secteurs d'activité et doit être portée par tous : citoyens, collectivités et entreprises. »

Deux ambitions

- atteindre la **neutralité carbone dès 2050** (avec division par 6 à 8 des émissions de GES par rapport à 1990) ;
- réduire **l'empreinte carbone des Français**.

Figure 1 - Evolution des émissions et des puits de GES sur le territoire national entre 2005 et 2050

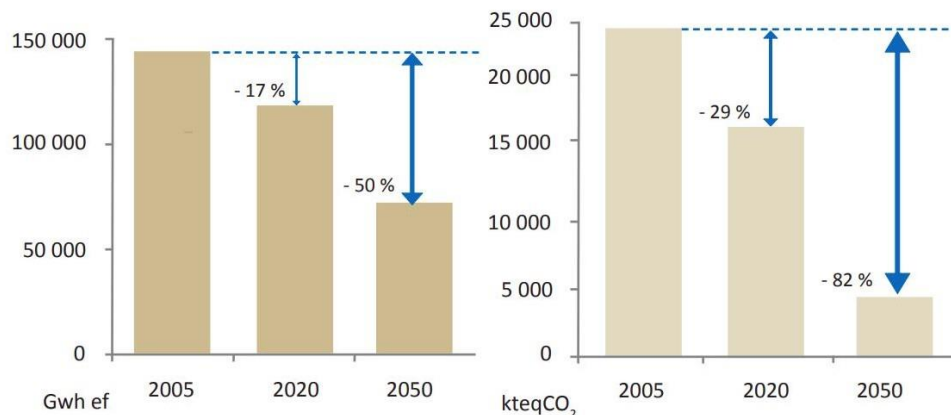


*Les émissions « tendancielles » sont calculées à l'aide d'un scénario dit « Avec Mesures Existantes » qui prend en compte les politiques déjà mises en places ou actées en 2017.

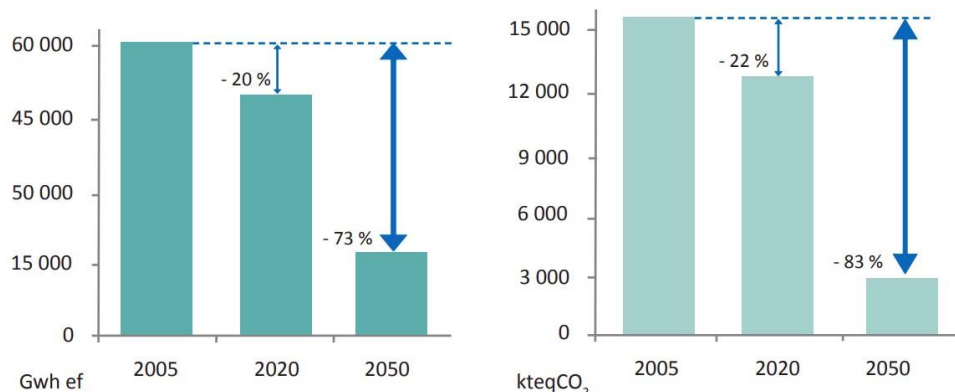
PCAET : un SRCAE régional à suivre

Contexte régional : un SRCAE bientôt évalué et mis à jour

Objectifs d'évolution des consommations d'énergie finale (à gauche) et des émissions de gaz à effet de serre (à droite) dans le bâtiment aux horizons 2020 et 2050 par rapport à 2005



Evolution des consommations d'énergie finale (à gauche) et des émissions de gaz à effet de serre (à droite) dans les transports aux horizons 2020 et 2050 par rapport à 2005



Le scénario tendanciel

(on continue comme aujourd'hui)

Description

Le scénario tendanciel = **poursuite des évolutions tendanciennes depuis 1990**. Il s'agit donc d'un scénario « si rien n'est fait ». Il permet de mettre en valeur l'effort à fournir par rapport aux autres scénarios.

Résultat :

Dans ce scénario, les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie stagnent : les innovations et gains énergétiques sont compensés par des usages qui augmentent (usages de la voiture, de l'électricité... etc.). Une légère tendance à l'augmentation dans la consommation sur la CACPB est liée à la légère hausse démographique.

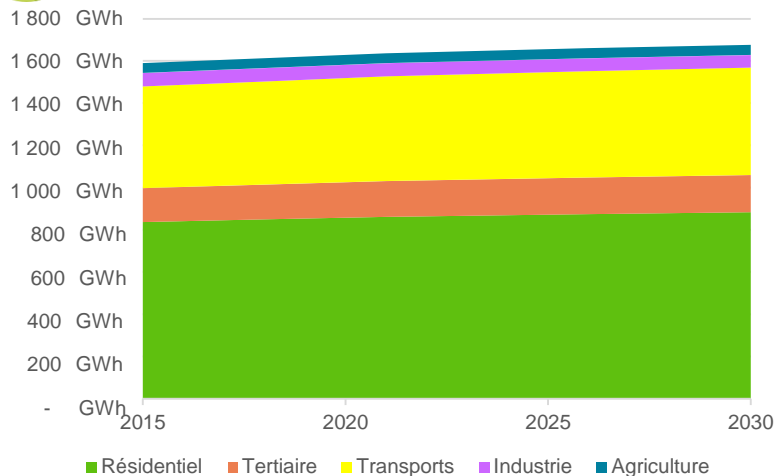
→ Ce scénario **ne permet pas de répondre aux exigences réglementaires et aux enjeux du changement climatique**.

Le scénario tendanciel

(on continue comme aujourd'hui)



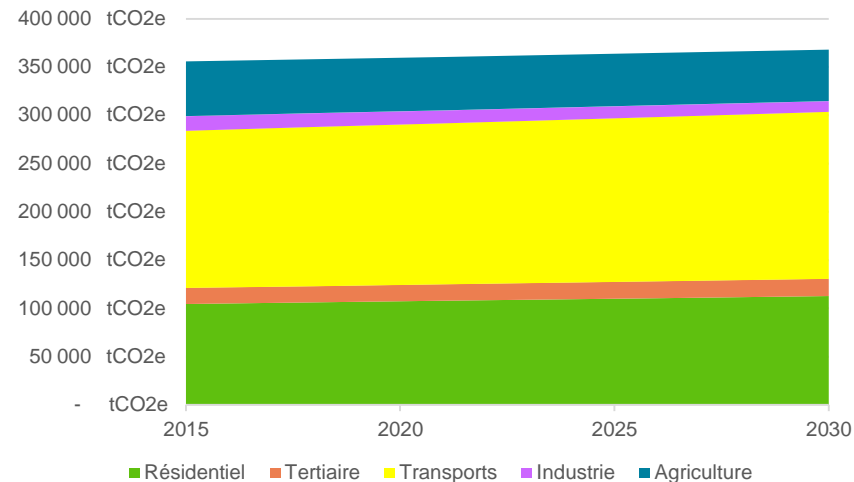
Consommations d'énergie (scénario tendanciel)



Secteur	% de variation annuelle	% 2015 – 2030
Agriculture	0,2%	3%
Résidentiel	0,5%	8%
Tertiaire	0,8%	13%
Transports	0,5%	8%
Industrie	-0,5%	-7%
Total	0,5 %	8 %



Emissions de gaz à effet de serre (scénario tendanciel)



Secteur	% de variation annuelle	% 2015 – 2030
Agriculture	-0,4%	-6%
Résidentiel	0,5%	8%
Tertiaire	0,5%	8%
Transports	0,4%	6%
Industrie	-2,0%	-26%
Total	0,2 %	3 %

Le scénario réglementaire

Description

Le scénario réglementaire montre l'ambition à fournir au regard des volontés régionales et nationales.

Hypothèses :

- Application au territoire des objectifs du SRCAE de la région Île-de-France pour la consommation d'énergie finale
- Déclinaison sectorielle des efforts issue de la SNBC (Stratégie nationale bas carbone) pour les émissions de gaz à effet de serre.

Résultats :

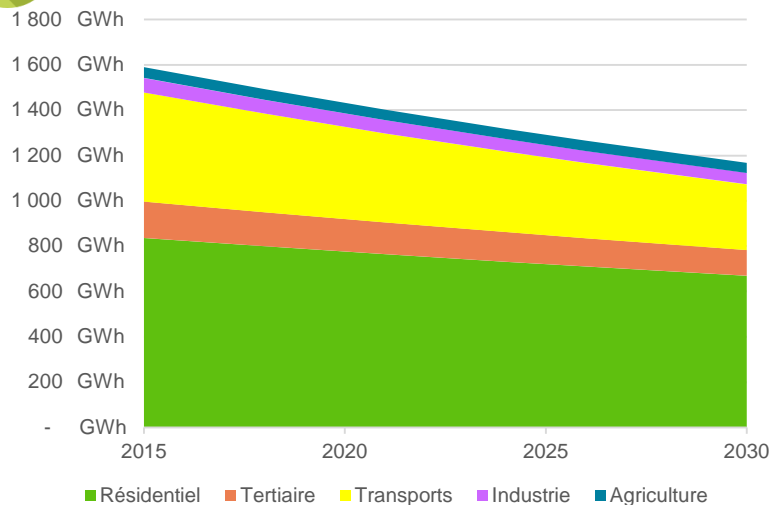
- Les consommations d'énergie baissent de **27 %** entre 2015 et 2030.
- Les émissions de gaz à effet de serre baissent de **37 %** entre 2015 et 2030.

Le scénario réglementaire

Trajectoire 2015 – 2030



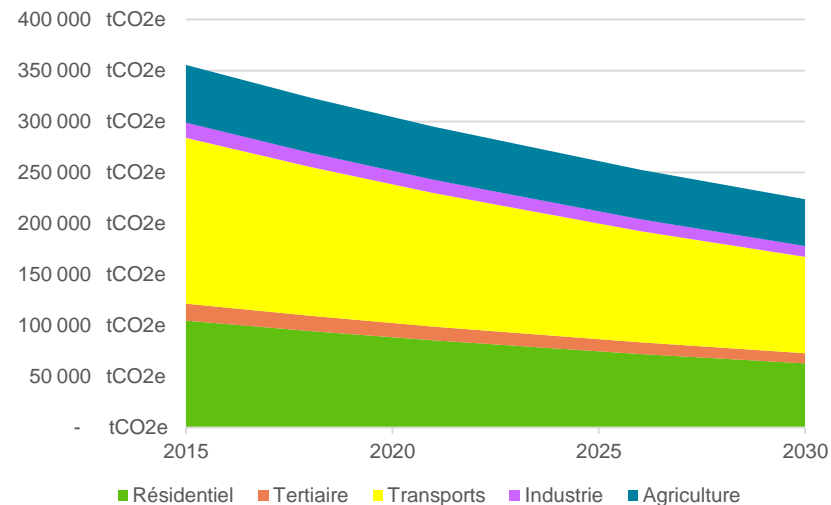
Consommation d'énergie finale (scénario réglementaire)



Secteur	% de variation annuelle	% 2015 – 2030
Agriculture	-0,3%	-5%
Résidentiel	-1,5%	-20%
Tertiaire	-2,3%	-29%
Transports	-3,3%	-40%
Industrie	-1,6%	-21%
Total	- 2,0 %	- 27 %



Emissions de gaz à effet de serre (scénario réglementaire)



Secteur	% de variation annuelle	% 2015 – 2030
Agriculture	-1,4%	-19%
Résidentiel	-3,3%	-40%
Tertiaire	-3,3%	-40%
Transports	-3,6%	-42%
Industrie	-2,2%	-28%
Total	- 3,0 %	- 37 %

Le scénario « urgence climatique »

Ce qu'il faudrait faire pour s'aligner sur les recommandations du GIEC

Les trajectoires « urgence climatique » : **limiter le réchauffement climatique à une augmentation de la température moyenne à la surface de la Terre de 1,5°C ou 2°C par rapport au niveau préindustriel.**

Demandant plus d'efforts que les trajectoires réglementaires, s'aligner sur ces trajectoires nécessite de « sortir du cadre » et d'imaginer des **changements importants dans l'organisation de la société.**

Trajectoire 1,5°C

Objectif : Ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement climatique d'ici 2100.

Seule cette trajectoire permet d'envisager un avenir sans dégradation majeure des écosystèmes.

Trajectoire 2°C

Objectif : Ne pas dépasser 2°C de réchauffement climatique d'ici à 2100.

Une trajectoire 2°C **ne permet pas d'éviter des dégradations importantes des écosystèmes** et nécessite de mettre en œuvre des **mesures d'adaptation** conséquentes pour faire face aux changements des paramètres géophysiques.

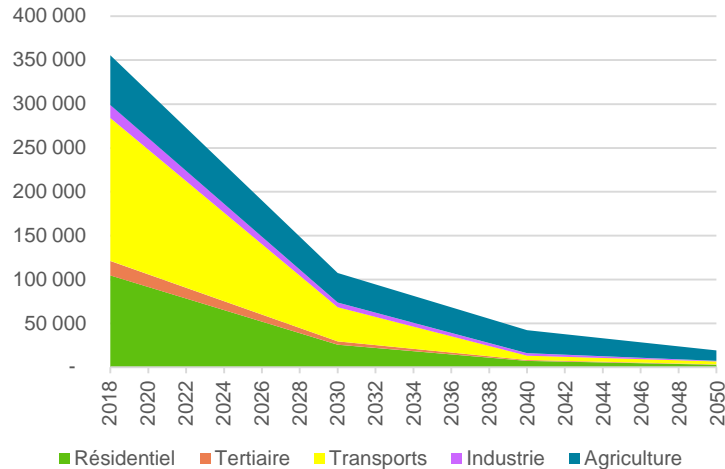
Une telle trajectoire devrait **éviter un risque d'emballement climatique.**

Sources : Ces trajectoires sont issues des données scientifiques présentées dans le rapport spécial 1,5°C publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (en octobre 2018).

Le scénario « urgence climatique »

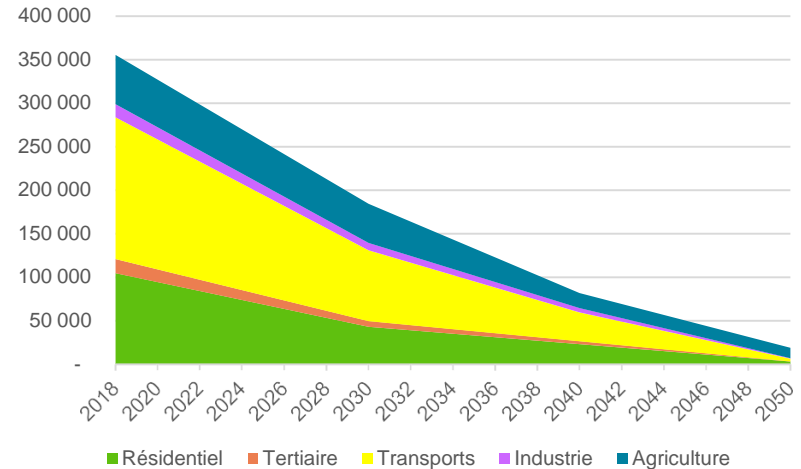
Ce qu'il faudrait faire pour s'aligner sur les recommandations du GIEC

Scénario de réduction des émissions de GES compatible avec une trajectoire 1,5°C - CACPB



Secteur	% 2018 – 2030	% 2018 – 2050
Agriculture	-41%	-79%
Résidentiel	-75%	-97%
Tertiaire	-78%	-98%
Transports	-76%	-98%
Industrie	-63%	-96%
Total	-70%	-95%

Scénario de réduction des émissions de GES compatible avec une trajectoire 2°C - CACPB

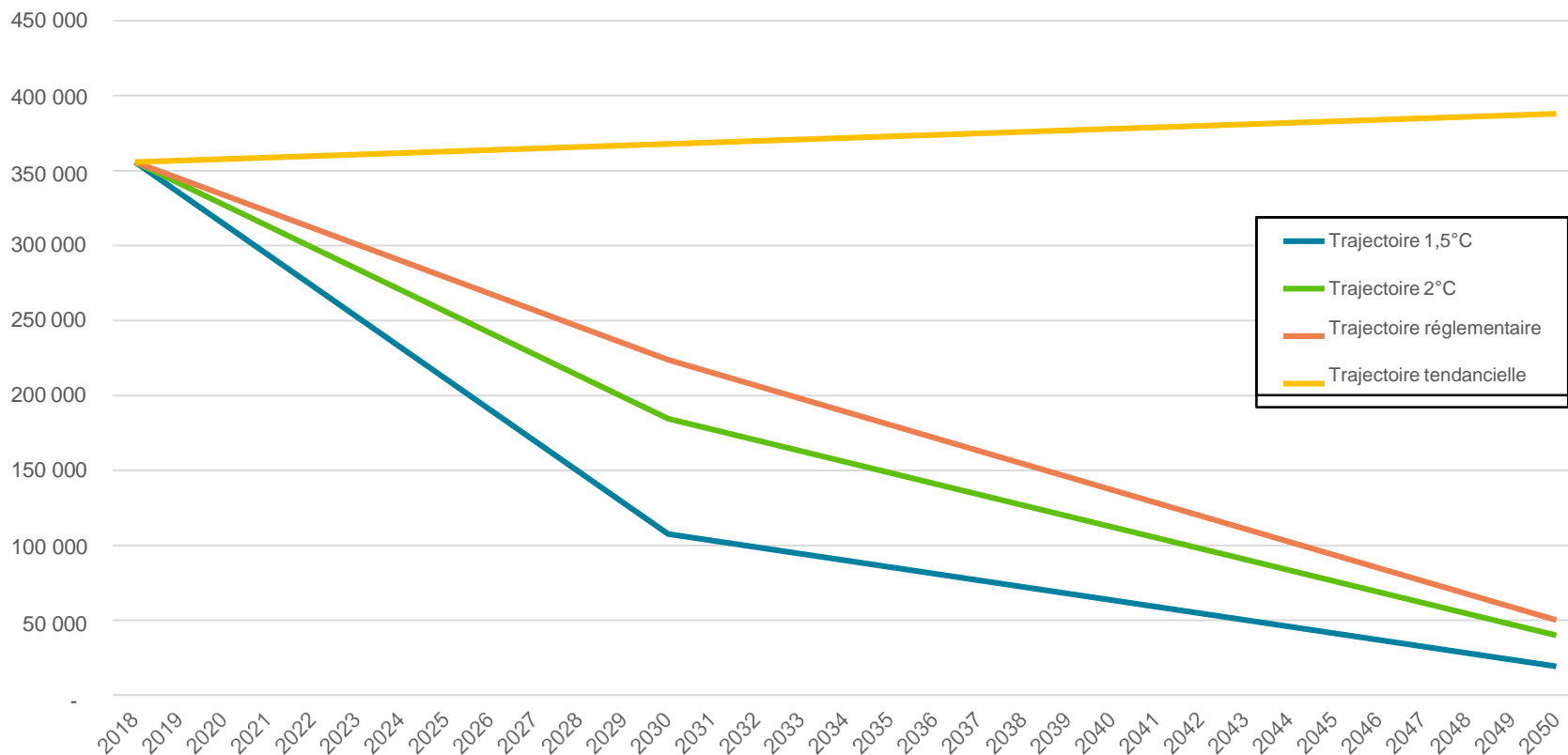


Secteur	% 2018 – 2030	% 2018 – 2050
Agriculture	-21%	-56%
Résidentiel	-59%	-94%
Tertiaire	-60%	-94%
Transports	-50%	-97%
Industrie	-42%	-81%
Total	-48%	-89%

Données en teqCO2

Scénarios à horizon 2050

Comparaison des trajectoires de réduction des émissions de GES à horizon 2050 (en teqCO_2)



PRÉSENTATION DE LA STRATÉGIE DE LA CACPB



VERS UN TERRITOIRE ATTENTIF À LA MAÎTRISE DES ÉNERGIES



AU NIVEAU DE L'HABITAT

La **consommation d'énergie des bâtiments** du territoire représente environ 835 GWh par an pour le résidentiel et 161 GWh pour le tertiaire, soit un peu plus de 60 % de la consommation totale d'énergie sur le territoire, ce qui en fait un enjeu majeur de maîtrise de l'énergie. L'agglomération se fixe comme objectif de **réduire de 20 % les consommations d'énergie des bâtiments** du territoire d'ici à 2030 par rapport à 2015. En termes d'émissions de gaz à effet de serre, avec près de 120 000 tonnes de CO₂ émises, les bâtiments sont responsables du tiers des émissions de GES du territoire. L'agglomération se fixe un objectif de **réduction de 35 % des émissions de GES des bâtiments résidentiels et de 49 % des bâtiments tertiaires**.

Avec comme premier objectif **de guider et d'accompagner vers la rénovation énergétique et la performance énergétique**, l'enjeu principal reste de pouvoir massifier la rénovation des logements et des bâtiments tertiaires sur le territoire. Comptant 28 000 logements individuels et 9 500 logements collectifs, la trajectoire de maîtrise de l'énergie vise à cibler à long terme un volume de 800 rénovations de logements individuels et 200 rénovations de logements collectifs chaque année. La montée en puissance du **Service Unique de Rénovation Énergétique**, qui a accompagné 350 dossiers en 2020, pourra contribuer à atteindre cet objectif. Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions doit permettre d'agir là où les leviers de l'agglomération sont les plus directs, avec un accent particulier mis sur les bâtiments publics.

EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

En complément des efforts de rénovation, il s'agit également de décarboner le mix énergétique utilisé dans la consommation d'énergie des bâtiments, en particulier pour le chauffage. La maîtrise de l'énergie passe également par **la promotion du développement des énergies renouvelables**.

Le rôle de coordinateur de la transition énergétique assuré par la collectivité vise un développement structuré et cohérent des énergies renouvelables, avec une prise en compte des enjeux de stockage et de développement de réseaux. Des **projets de géothermie**, de chaufferies bois et réseaux de chaleur communaux sont à étudier, selon les possibilités, avec une attention sur un approvisionnement le plus local possible et une gestion durable des forêts. L'identification de sites propices à des installations mobilisant le solaire photovoltaïque doit permettre de couvrir l'essentiel des grandes toitures et parkings de panneaux photovoltaïques d'ici à 2030. Par le développement de ces énergies, la CACPB tend à **produire 30 % de sa consommation locale d'énergie en 2030**, soit près de 350 GWh.

VERS UN TERRITOIRE ATTENTIF À LA MAÎTRISE DES ÉNERGIES



Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation énergétique et la performance énergétique

Action 1 - Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement

Action 2 - Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH

Action 3 - Promouvoir la mise en œuvre du permis de louer

Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions

Action 4 - Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et un schéma directeur énergie

Action 5 - Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux

Action 6 - Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les projets de nouvelles constructions ainsi que de rénovations et les mobiliser dans les projets intercommunaux

Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables

Action 7 - Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire

Action 8 - Développer le solaire thermique et photovoltaïque

Action 9 - Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation

VERS UN TERRITOIRE SOUCIEUX D'OPTIMISER LES DÉPLACEMENTS ET DE FACILITER LES MOBILITÉS DURABLES



La consommation d'énergie des transports sur le territoire représente environ 482 GWh par an, soit un peu plus de 28 % de la consommation totale d'énergie sur le territoire, ce qui en fait le deuxième poste de consommation d'énergie. L'agglomération se fixe comme objectif de **réduire de 47 % les consommations d'énergie des transports sur le territoire d'ici à 2030** par rapport à 2015, avec l'objectif d'une consommation limitée à 255 GWh en 2030.

En termes d'émissions de gaz à effet de serre, le transport représente le premier poste d'émissions, avec 47 % des émissions de GES du territoire, soit environ 162 000 tonnes de CO₂e. L'agglomération se fixe un objectif de **réduction de 48 % des émissions de GES des transports en 2030** par rapport à 2015 afin de limiter à 85 000 tonnes de CO₂e les émissions de GES de ce secteur.

Le plan d'actions envisagé doit également permettre une réduction des polluants atmosphériques, en particulier de NOx dus au transport des véhicules, notamment dans les centres-villes. Celui-ci s'articule autour de trois objectifs : **fluidifier les déplacements et les circulations, limiter les déplacements et développer les mobilités douces et l'intermodalité.**

Sa mise en œuvre doit permettre de **réduire de 20 % les déplacements sur le territoire en 2030**, avec l'objectif que plus de 50 % des véhicules circulant sur le territoire soient à faibles émissions de CO₂e. Le développement des mobilités douces doit permettre de **multiplier par trois la pratique du vélo** sur le territoire d'ici 2030 et de réduire de 8 points la part modale des voitures, qui représentent actuellement 90 % des trajets pour les particuliers.

Enfin, l'agglomération compte sur la coopération entre les commerces et les transporteurs pour développer une offre de logistique de proximité et garder des centres apaisés et un accès rationalisé pour les poids lourds.

VERS UN TERRITOIRE SOUCIEUX D'OPTIMISER LES DÉPLACEMENTS ET DE FACILITER LES MOBILITÉS DURABLES



Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire

Action 10 - Mettre en place un Plan Local de Mobilité

Action 11 - Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions

Action 12 - Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie

Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements

Action 13 - Développer des espaces de coworking

Action 14 - Garantir le déploiement de la fibre optique

Action 15 - Favoriser le télétravail pour les agents de l'agglomération

Action 16 - Rapprocher les services des habitants

Action 17 - Faciliter l'emploi local

Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

Action 18 - Assurer le suivi du schéma des liaisons douces

Action 19 - Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux

Action 20 - Promouvoir le Transport à la Demande

Action 21 - Inciter à l'usage des modes de transport doux

VERS UN TERRITOIRE MOBILISÉ POUR PRÉSERVER SES RESSOURCES ET POTENTIALITÉS NATURELLES



Avec 29 % du territoire recouvert de forêts, zones humides et milieux naturels et 64 % de sols agricoles, le territoire a une **contribution neutre à l'effet de serre sur la gestion de ses sols**. Ainsi, la captation et la séquestration d'environ 60 000 tonnes de CO₂e par les sols correspond au volume émis par les pratiques agricoles.

Pour avoir une contribution climatique liée aux sols positive, le territoire vise à la fois à réduire les émissions de GES des pratiques agricoles de 30 % en 2030 par rapport à 2015, pour se limiter à 40 000 tonnes de CO₂e et à **augmenter la séquestration naturelle du carbone via la préservation des espaces boisés** et un recours accru à l'agroforesterie pour absorber un peu plus de 75 000 tonnes de CO₂e annuellement.

Soumis aux aléas climatiques, et particulièrement vulnérable sur la ressource en eau, en particulier face aux risques d'inondations, le territoire se fixe pour objectif de **préserver et d'améliorer la ressource en eau** et de s'adapter aux risques climatiques.

Fort d'un riche patrimoine naturel, le territoire fait également de la **biodiversité** un enjeu majeur avec la volonté de diversifier les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques. Enfin, le territoire vise à **valoriser ses atouts naturels** par le développement d'un tourisme fluvial, respectueux de l'environnement et la mise en valeur des produits locaux du territoire.

VERS UN TERRITOIRE MOBILISÉ POUR PRÉSERVER SES RESSOURCES ET POTENTIALITÉS NATURELLES



Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité

Action 22 - Soutenir la création du PNR

Action 23 - Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation

Action 24 - Contenir l'artificialisation des sols

Action 25 - Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales

Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau, en adaptant le territoire aux risques climatiques

Action 26 - Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable

Action 27 - Poursuivre l'amélioration du traitement des eaux usées

Action 28 - Faciliter la gestion des milieux aquatiques pour prévenir le risque d'inondations

Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire

Action 29 - Structurer l'offre touristique locale

Action 30 - Développer le tourisme fluvial

Action 31 - Promouvoir et soutenir les producteurs locaux





VERS UN TERRITOIRE VALORISANT LES COMPORTEMENTS ÉCOCITOYENS ET UN MODE DE VIE DURABLE

Soucieuse de son empreinte carbone, et consciente qu'une partie significative des émissions liées aux entreprises et citoyens du territoire se fait en dehors du territoire, l'agglomération souhaite agir **en mobilisant les différents acteurs du territoire** autour d'une prise de conscience des enjeux écologiques et le développement de pratiques de consommation plus soutenables.

Cela passe à la fois par un objectif de **développement de la prévention et du recyclage des déchets**, favorisant le tri et le réemploi et par la **promotion des initiatives citoyennes** sur le territoire.

Enfin, consciente de l'importance de son rôle de coordination de la transition écologique sur le territoire, l'agglomération se dote de moyens de suivi et d'évaluation de ce premier PCAET.



VERS UN TERRITOIRE VALORISANT LES COMPORTEMENTS ÉCOCITOYENS ET UN MODE DE VIE DURABLE

Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets

Action 32 - Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages

Action 33 - Contribuer au réemploi et au tri des déchets

Action 34 - Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets

Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes

Action 35 - Encourager les circuits de proximité

Action 36 - Sensibiliser aux bonnes pratiques environnementales

Action 37 - Initier aux gestes écocitoyens

Action 38 - Valoriser les projets locaux

Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux

Action 39 - Accompagner les entreprises vers la transition écologique

Action 40 - Suivre et évaluer le PCAET